



MINUSCA

CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA
Mercredi, 7 avril 2021

Textes

- Vladimir MONTEIRO, porte-parole de la MINUSCA
- Major Ibrahim ATIKOU, porte-parole de la Force
- Commissaire Serge Ntolo MINKO, porte-parole de la Police

PORTE-PAROLE DE LA MINUSCA

● Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies en République centrafricaine, Mankeur Ndiaye, a achevé mardi une visite de travail en Russie. Durant son séjour, il a été reçu par Serguei Verchinine, vice ministre des Affaires étrangères, et Mikhail Bogdanov, vice-ministre des Affaires étrangères et Conseiller Afrique et Moyen Orient du Président Vladimir Putin. Leurs entretiens ont porté sur le mandat de la MINUSCA, la situation en République Centrafricaine et la dimension régionale. La mission du Représentant spécial fait partie de ses contacts réguliers avec les Etats membres et notamment du Conseil de sécurité.

● A l'occasion de la Journée mondiale de la Santé, célébrée le 7 avril de chaque année, et alors que le ministre de la Santé publique vient d'annoncer une hausse des contaminations locales de Covid-19, la MINUSCA réaffirme sa disponibilité à continuer à accompagner le gouvernement centrafricain dans la lutte contre la pandémie. La MINUSCA rappelle avoir soutenu le gouvernement, en coordination avec l'organisation Mondiale de la Santé (OMS), depuis l'apparition du virus dans le pays en mars 2020.

La MINUSCA a consacré environ 7.500.000 de dollars (4.125.000.000 de francs CFA) au soutien à la lutte contre la pandémie à Bangui et en provinces, dans le cadre du plan de réponse du Gouvernement, notamment en réorientant une partie du budget des projets à impact rapide et des fonds programatiques. Les actions multiformes ont notamment porté sur le renforcement des capacités de contrôle à l'aéroport international de Bangui-Mpoko, la construction ou réhabilitation de centres d'accueil et de traitement des patients, le don de tests de dépistage, l'amélioration de l'accès à l'eau pour la population, la dotation en produits

d'hygiène, l'aménagement de centre de quarantaine, le transport et l'appui à la campagne de sensibilisation sur la Covid-19, entre autres.

Au moment où le gouvernement centrafricain se prépare aussi à lancer son programme de vaccin contre la Covid-19, la MINUSCA reste également disponible à apporter son soutien notamment aux plans logistique et, si nécessaire, sécuritaire pour permettre la libre circulation des agents de santé appelés à vacciner les populations.

Au plan interne, le leadership de la MINUSCA a renforcé les mesures de prévention de la propagation du virus avec notamment l'obligation pour l'ensemble du personnel de respect des mesures barrières comme le port obligatoire du masque, le lavage des mains et la distanciation sociale par le personnel. En dépit de ce contexte, la Mission continue à assurer la continuité des missions inscrites dans son mandat notamment la protection des civils, l'appui à la restauration de la paix et les .

RÉFORME DU SECTEUR DE SÉCURITÉ

- Les acteurs nationaux et les partenaires de la Réforme du secteur de sécurité se retrouvent à partir d'aujourd'hui jusqu'au 9 avril, à Bangui, pour procéder à la revue de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Réforme du secteur de sécurité. Un atelier organisé avec le soutien de la MINUSCA, a été ouvert ce matin par Jean Willybiro-Sako, Ministre conseiller spécial, Coordonnateur DDRR/RSS/Réconciliation Nationale, en présence de la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général, Lizbeth Cullity.

La revue la Stratégie Nationale de RSS, validée le 10 mars 2017 par le Chef de l'Etat, permettra d'identifier les leçons apprises et les recommandations lors des prochaines étapes quatre ans après le début de sa mise en œuvre.

DDR/CVR

- Dans le cadre du programme de réduction de la violence communautaire, sur l'axe Ngoungoua, dans la Haute-Kotto, 51 bénéficiaires - dont 20 femmes - ont produit 7.000 briques en argile qui seront utilisées pour la construction de la première école primaire de ce village. Ces travaux ont été rendus possible suite à l'amélioration de la situation sécuritaire sur cet axe, grâce aux patrouilles de la Force et des actions conjuguées des différentes sections de la MINUSCA. La cohésion sociale s'est aussi améliorée entre les différentes communautés.

DROITS DE L'HOMME

- La MINUSCA a documenté 24 incidents d'abus et de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ayant affecté au moins 26 victimes (14 hommes, deux femmes, un garçon, deux filles et sept groupes de victimes collectives), entre le 30 mars et le 5 avril 2021. Il a été constaté une hausse des incidents et une diminution du nombre de victimes par rapport à la semaine écoulée (18 incidents et 45 victimes). De nombreuses allégations sont en cours d'investigation et vérification. Les préfectures les plus touchées sont sept à savoir l'Ouham Pendé, l'Ouham, la Nana-Mambéré, la Mambéré-Kadéï, la Ouaka, la Haute-Kotto et le Mbomou.

Les abus et violations enregistrés sont des cas d'exécutions extrajudiciaires et de meurtres (six incidents et sept victimes), de menace de mort (un incident et une victime), de traitement cruel et inhumain (un incident et une victime), de blessure (un incident et deux victimes), d'atteintes à l'intégrité physique (quatre incidents et quatre victimes), de confiscation de biens (six incidents et six victimes), d'occupation d'écoles (un incident et une victime collective), d'enlèvement (un incident et une victime) et de destruction et pillage (trois incidents et trois victimes collectives).

Les auteurs présumés sont le 3R (cinq incidents et cinq victimes), le FPRC (quatre incidents et quatre victimes), les Fulani armés (deux incidents et trois victimes), l'UPC (un cas et une victime), le MPC/FPRC/Anti-Balakas (un cas et une victime), le 3R/Anti-Balakas (un incident et une victime) et la coalition des groupes armés (un incident et une victime). Les agents de l'Etat sont également présumés auteurs de neuf incidents affectant 10 victimes.

PROTECTION DE L'ENFANCE

- Entre le 26 mars et le 1^{er} avril, 21 violations graves des droits de l'enfant ont été documentées par la MINUSCA dont 12 cas de violence sexuelle, 3 cas de recrutement et utilisation d'enfants par les groupes armés, deux enlèvements et deux attaques contre des écoles. Le bureau de Protection de l'enfant de la MINUSCA vérifie actuellement 51 allégations de violations graves des droits de l'enfant, parmi lesquelles 46 recrutements et utilisation d'enfants et un meurtre. Par ailleurs, six sessions de sensibilisation sur la protection des enfants contre les graves violations et le reporting ont été organisées au profit de 101 participants.

AFFAIRES CIVILES

- Les actions en faveur de la réduction des violences et conflits liées à la transhumance se poursuivent. A Berberati, la section des Affaires civiles et les divisions de Communication stratégique et des Affaires politiques du bureau de la MINUSCA de Berberati, en collaboration avec la Direction Régionale de l'Elevage, ont organisé le 31 mars un atelier de préparation de la saison de transhumance dans la Sangha-Mbaéré, en présence de 30 participants, dont les autorités locales, les forces de sécurité intérieure, les représentants des éleveurs et agriculteurs, les services techniques de l'Etat ainsi que les jeunes et les femmes leaders. A Bria, la MINUSCA et le service de l'élevage dans la revitalisation du comité de médiation de la transhumance de Yalinga ont formé 12 personnes, dont cinq femmes, sur la gestion des conflits pendant la transhumance.

- La ville de Bossembélé vient de se doter d'un Comité Local de Paix et de Réconciliation, dans le cadre du programme du ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation Nationale soutenu par la MINUSCA. Lors de l'assemblée générale, 104 leaders communautaires ont élu les sept membres, dont deux femmes, qui constitueront le bureau du comité. Ces derniers se sont engagés à travailler pour la paix et le vivre ensemble à Bossembélé. La Mission a remis au comité des équipements pour ses activités notamment des mégaphones.

BUREAUX RÉGIONAUX

- Le comité préfectoral de sécurisation des élections de la Haute-Kotto s'est réuni sous la présidence du Préfet et en présence notamment du Chef du bureau de la MINUSCA de Bria, UNPOL et la Force, pour actualiser les informations électorales et analyser la situation sécuritaire dans la préfecture de la Haute-Kotto, notamment dans la ville de Bria. Par ailleurs, le bureau électoral de la MINUSCA de Bria continue à appuyer les autorités sous-préfectorales et locales des élections dans le monitoring de la distribution des cartes d'électeurs. A ce jour, 44.712 électeurs sur 45.021 sont en possession de leurs cartes, soit un taux de distribution de 99,31%.

- A Bangassou, dans la préfecture du Mbomou, la MINUSCA à travers la section des affaires civiles et les autorités sous-préfectorales ont sensibilisé mardi la population de Gbanga (45 km au nord de Bangassou) sur la cohésion sociale, le vivre ensemble et la culture de la paix. La sensibilisation a permis de relancer le débat sur l'identification du couloir de transhumance et le suivi du fonctionnement du comité mixte de gestion pacifique de conflit.

COVID-19

Les chiffres de la Covid-19 au sein de la MINUSCA en date du 6 avril 2021:

- Cas accumulés 659
- Cas guéris 602
- Cas actifs 42
- Décès 6

PORTE-PAROLE DE LA FORCE DE LA MINUSCA

La Force de la MINUSCA réaffirme son engagement à toujours accompagner les FACA et les FSI dans leur noble tâche de sauvegarde de l'intégrité du territoire et de la protection des biens et des personnes. A la collaboration qui a prévalu entre les casques bleus de la MINUSCA et les FACA avant et pendant tout le processus électoral, la Force poursuit ses actions avec les militaires centrafricains dans le cadre de la protection des civils.

La situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire centrafricain reste relativement calme. La Force de la MINUSCA concentre ses efforts sur son mandat de protection des populations civiles et d'appui à la restauration de l'autorité de l'Etat et en apportant tout son soutien au Gouvernement aussi bien sur le plan humanitaire que sécuritaire. On note toutefois dans certaines localités des actes de vols et de violences commis par les membres des groupes armés coalisés durant leur repli face à l'offensive lancée par les FACA. Le déploiement des FACA dans les différentes localités se poursuit toujours notamment dans l'Ouest du pays où la Force de la MINUSCA restent résolument engagée par des actions de dissuasion à assurer la sécurisation totale et effective du corridor Garoua-Boulai-Bangui.

A l'Est du pays, la situation reste calme mais volatile du fait des actions des éléments armés sur la population et sur les ouvrages publics. Pour prévenir les violences, la Force poursuit ses patrouilles offensives suivant un planning d'opérations de sécurisation bien établi. Elle marque sa présence de jour comme de nuit sur les axes, dans les villes et leurs alentours afin de prévenir et de dissuader ces groupes armés de toute exaction sur les populations. Les casques bleus zambiens, rwandais et marocains tous dans leur zone de responsabilité ont conduit des patrouilles robustes de jour comme de nuit durant toute la semaine écoulée dans les villes de Birao, Ammameu, Amdafock, Ippy, Bria, Yalinga, Rafai, Zémio, Obo et Bangassou où les casques bleus Pakistanais ont réhabilité le pont reliant cette dernière à Bakouma. Cette présence quasi-quotidienne a permis aux populations de vaquer normalement à leurs activités.

Au Centre du pays, la situation sécuritaire est restée calme aussi, mais volatile. Comme à l'Est et conformément au planning des opérations, les patrouilles militaires se poursuivent souvent conjointement avec les FACA. Pour mettre un terme aux agissements des groupes armés coalisés contre les populations, des actions robustes de sécurisation sont conduites nuit et jour. Ainsi au cours de la semaine passée les casques bleus Burundais ont sillonné les localités de Sibut, Grimari et Dékoa. De leur côté, les casques bleus Pakistanais et Népalais ont mené des patrouilles dans les villes de Ndélé et Bamingui pour entre autres empêcher tout incident impliquant des éléments des groupes armés. De Kaga-Bandoro jusqu'à Batangafo, les casques bleus Pakistanais et Bangladais ont rassuré la population tout en freinant toute tentative d'avancée ou déploiement de groupes armés.

A l'Ouest du pays, la situation a été relativement calme, aucun incident majeur n'a été signalé mais toutefois elle reste préoccupante du fait de la présence de groupes armés qui n'hésitent pas, par des harcèlements à s'en prendre aux populations, aux FACA et à la Force. Cette dernière continue d'exercer une forte pression sur les groupes armés présents dans cette région lors des patrouilles. Ainsi des actions militaires ont été conduites de jour comme de nuit par les bataillons camerounais, tanzaniens et bangladais dans les villes Bouar, Berberati et Bossangoa et leurs environs pour dissuader les éléments armés et rassurer la population. On note des affrontements entre agriculteurs et éleveurs transhumants à Nola.

A Bangui, la situation a été relativement calme. Comme vous avez pu le constater, des patrouilles robustes ont sillonné la ville de jour comme de nuit. Bangui continue de faire l'objet d'une surveillance accrue et particulière de la part de toutes les forces de sécurité intérieures afin de lutter contre la criminalité et le banditisme.

CIMIC

Dans le cadre des activités civilo-militaires (CIMIC), les unités ont poursuivi leurs activités de soutien aux populations. A Bangui, l'Etat-major intégré a distribué de l'eau dans plusieurs quartiers. Ainsi 6935 personnes ont bénéficié de 70100 litres d'eau potable.

A l'Ouest, le contingent bangladais en plus de la distribution d'eau a apporté une assistance médicale à 289 patients à Bocaranga et Bouar. Au centre, les casques bleus népalais ont offert des équipements sportifs à l'équipe féminine de football de Bambari pour un épanouissement de la jeune fille en milieu scolaire. Ils ont parallèlement conduit une campagne de consultation ophtalmologique dans le village de Maidou et ses environs.

Le 31 mars dernier, les casques bleus de la compagnie pakistanaise de Génie de la MINUSCA ont réparé le pont PK24, situé sur l'axe routier Bangassou-Bakouma, dans la préfecture de Mbomou. Cette infrastructure avait été détruite par des groupes armés lors des récentes violences liées aux élections. Outre la libre circulation des personnes et des biens, la réhabilitation de ce pont facilitera l'accès à l'aide humanitaire et la protection des civils.

PORTE-PAROLE DE LA POLICE DE LA MINUSCA

Après le déploiement sécuritaire mis en place à l'occasion de l'investiture du Président de la République centrafricaine la semaine dernière, UNPOL a poursuivi ses obligations contenues dans son mandat, notamment la protection des populations et en appui aux forces de défense et de sécurité de la RCA.

APPUI OPERATIONNEL AUX FSI

Relativement à la célébration de la fête de Pâques, des mesures sécuritaires conjointes ont été menées notamment la multiplication des patrouilles diurnes et nocturnes notamment dans les zones sensibles de la ville et les déploiements aux alentours des lieux de culte.

Dans le cadre de l'appui aux forces de sécurité intérieure (FSI) et de la restauration de l'autorité de l'Etat, la police des Nations unies a poursuivi ses activités de mentoring, monitoring et conseils au profit desdites FSI. Le 6 avril, le projet de construction, d'extension et d'équipement des locaux devant abriter les archives de la Gendarmerie Nationale a été lancé, avec la pose de la première pierre à la Gendarmerie Nationale. Ledit projet a été initié par la composante police de la MINUSCA et entièrement financé sur fonds programmatiques UNPOL d'une valeur de 21.864.738 FCFA.

Le même jour, les officiers individuels de la police des Nations unies ont également procédé à la pose de la première pierre d'un bâtiment devant servir de salle de repos à la compagnie nationale de sécurité, estimé à 26.940.745 FCFA. Les Directeurs généraux de la Police et la Gendarmerie ont été représentés à ces deux cérémonies, respectivement, par le chef d'Etat-major de la Gendarmerie et le commandant de la Compagnie Nationale de Sécurité.

En outre, une formation de 5 jours au profit de 40 éléments des forces de sécurité intérieure (FSI), sur le maintien et le rétablissement de l'ordre public (MROP), s'est

ouverte à l'Ecole Nationale de police, hier 6 avril. Cette formation est assurée par les officiers UNPOL.

A Bangui, les officiers de l'ONU se sont entretenus avec leurs homologues particulièrement ceux de la brigade territoriale de PK 12 sur « les fonctions et comportements éthiques » dans leur milieu de travail. A Bouar, le mentoring a porté sur « le mandat de la Composante Police de la MINUSCA, ses missions principales et les avantages d'une bonne collaboration entre UNPOL et les forces de sécurité intérieure ». A mentionner qu'au cours des échanges un accent particulier a été mis sur l'application de ces missions sécuritaires au cas de Bouar.

Le 02 avril, la police des Nations unies, conjointement avec la section justice et affaires pénitentiaires de la Minusca, est intervenue à l'école de l'élevage de Bambari dans une session de formation de 25 jeunes de trois groupements de ladite ville, sur le thème « paix et réconciliation en Centrafrique ».

Le 02 avril, les officiers UNPOL ont procédé au transfèrement sans incident, d'un gardé à vue de la brigade territoriale de Kaga-Bandoro pour Bangui, par vol UN.

A Bria, dans la Haute-Kotto, les officiers de police individuels et la deuxième unité de police constituée de la Mauritanie (MAURFPU-2) ont précédé le 31 mars, à la sécurisation d'une distribution des vivres organisée par une ONG Internationale au profit de 6067 personnes déplacées, soit 1243 ménages.

Le 1^{er} avril, dans le cadre de la lutte contre l'impunité, la section justice et affaires pénitentiaires, UNPOL, les FSI et le président de tribunal de céans, ont échangé sur les problèmes liés au dysfonctionnement de la chaîne pénale dans leur zone de compétence. A cet effet, une projection a été faite sur la réhabilitation de la prison de Bria.

Parallèlement 15 éléments des forces de sécurité intérieure ont pu bénéficier d'une formation de 02 jours en matière de police judiciaire dans une salle l'Eglise Catholique St Louis de Bria.

Par ailleurs, les officiers de polices individuels de la Minusca, conjointement avec les forces de sécurité intérieure, ont procédé à Bangui et à l'intérieur du pays à plusieurs sensibilisations sur la Covid 19 et sur les violences conjugales.

PROTECTION DES CIVILS

Enfin, en vue de restaurer la libre circulation sur les tronçons Kaga-Bandoro-Ndomété-Mbrès, les officiers de la police des Nations unies, la section des affaires civiles de la Minusca et les membres du comité technique de sécurité (CTS) de Kaga-Bandoro, se sont rendus, le 1^{er} Avril 2021 à Doukouma, village situé sur l'axe Mbrès à 40km de Kaga-Bandoro. Lors de la rencontre avec les leaders communautaires et des groupes d'auto-défense, ils ont discuté sur l'existence d'une barrière de groupes armés (ex-séléka) à l'entrée Kaga-Bandoro et Mbrès, la présence d'éleveurs armés, le non-respect des couloirs de transhumance et la collecte de taxes illégales aux barrières PK3 à Kaga-Bandoro et Mbrès. Après constat, il a été décidé du désarmement des éleveurs et la redéfinition des couloirs de transhumance.

Le lundi, 05 avril, le staff médical de l'unité de police constituée du Cameroun a procédé à une campagne de dépistage, traitement de paludisme et de prise en charge des maladies comme les ulcères.

© SCPI 2021